

Montebourg plaide pour la «mise à l'écart» des cabinets de conseil

Article rédigé par *RT France*, le 21 septembre 2021

Source [RT France] Arnaud Montebourg a défendu l'idée le 21 septembre sur Europe 1 d'éloigner les cabinets de conseils étasuniens de toute collaboration avec l'Etat, la législation américaine du Patriot Act permettant la surveillance des communications.

Arnaud Montebourg, candidat à la présidentielle, a plaidé le 21 septembre pour la mise à l'écart par la France des cabinets de conseil qui transmettraient des données stratégiques aux Etats-Unis, après la rupture par l'Australie d'un contrat pour la construction de 12 sous-marins.

«Peut-on accepter que tous les grands cabinets de conseil comme McKinsey, les grandes banques comme Goldman Sachs, les fonds d'investissement [soient] soumis au Patriot Act, c'est-à-dire que la totalité des informations qui circulent dans ces cabinets sont directement capturées et sont sous législation américaine», a affirmé l'ancien ministre sur Europe 1. Des cabinets qui travaillent directement avec l'Etat malgré le risque d'être surveillés par les Etats-Unis «Ce sont ces cabinets qui travaillent avec l'Etat aujourd'hui et les grandes entreprises stratégiques», a-t-il souligné. «Nous devons décider leur mise à l'écart», au profit de «cabinets français qui ne sont pas assujettis au Patriot Act», un ensemble de lois antiterroristes qui prévoit le durcissement des conditions de détentions des étrangers et autorise la surveillance des communications par téléphone ou sur internet.

En savoir plus sur RT France :

<https://francais.rt.com/economie/90867-montebourg-plaide-pour-mise-ecart-cabinets-etasuniens-decisions-etat>